

PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon*

Décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Construction d'une serre agricole et de deux hangars avec des toitures photovoltaïques sur le territoire de la commune de CAMELAS (66)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2015001450 relative au projet référencé ci-après :

– Construction d'une serre agricole et de deux hangars avec des toitures photovoltaïques sur le territoire de la commune de CAMELAS (66) déposé par BATTLE Pierre EARL de la Comtesse,

– reçu le 02/02/2015 et considéré complet le 02/02/2015 ;

Vu l'arrêté N° 2014280-0003, en date du 7 octobre 2014 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 17/02/2015 ;

Considérant que le projet porte sur la construction de trois bâtiments supports de panneaux photovoltaïques en toiture : d'une serre de 25 597 m², et de deux hangars d'une superficie de 3 840,5 m² et 2 658 m² destinés notamment à du stockage (engrais, produits phytosanitaires, matériel agricole, emballages), à une aire de remplissage des pulvérisateurs et au calibrage des productions ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 36° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets créant une surface de plancher supérieure ou égale à 10 000 m² et inférieure à 40 000 m² ;

Considérant que le projet s'implante sur des terres agricoles actuellement en friche, ne présentant pas de sensibilité particulière au niveau de la biodiversité ou de l'environnement paysager ;

Considérant que dans le volet environnemental du dossier fourni par le maître d'ouvrage, des recommandations pertinentes concernant l'adaptation du calendrier des travaux et l'utilisation de zones de stockage adaptées sont formulées pour réduire les risques d'impacts sur la biodiversité ;

Considérant que les parcelles sont desservies par le réseau BRL, qu'une borne est présente et que l'arrosage des cultures ne nécessite pas de prélèvement sur les eaux souterraines ou de surface locales ;

Considérant que les eaux de pluie sont récupérées et stockées dans un bassin de rétention avec rejet d'eau pluviale ;

Considérant que le projet est situé dans le périmètre de protection éloigné des puits P1 à P10 de Saint Féliu d'Amont destinés à l'alimentation en eau potable (fixé par DUP du 17/05/2010 n°2010137-005) ;

Considérant la présence dans le hangar n°2 d'une aire de stockage pour les engrais, d'un local pour les produits phytosanitaires et d'une aire de remplissage des pulvérisateurs ;

Considérant la localisation du site dans le lit majeur du cours d'eau « la Coumelade » et le risque de pollution accidentelle en cas d'inondation, contre lequel le maître d'ouvrage devrait nécessairement se prémunir ;

Considérant qu'au regard du rejet d'eaux pluviales, de la présence des aménagements dans le lit majeur d'un cours d'eau et de la localisation du projet dans le périmètre de protection éloigné de captages d'alimentation en eau potable, l'analyse qui sera réalisée dans le cadre du document d'incidence au titre de la loi sur l'eau à laquelle le projet est soumis sera suffisante pour évaluer et prendre en compte les impacts sur le milieu ainsi que les indications portées dans la DUP ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impacts notables sur l'environnement.

Décide :

Article 1^{er}

Le projet de « Construction d'une serre agricole et de deux hangars avec des toitures photovoltaïques sur le territoire de la commune de CAMELAS (66) » objet de la demande n°2015001450 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL.

Fait à Montpellier, le - 9 MARS 2015
Pour le Préfet de région et par délégation,

La Chef de la Division
Evaluation Environnementale

Isabelle JORY

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact
Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère :

Tribunal administratif de Nîmes
16, avenue Feuchères
CS 88010
30941 Nîmes Cedex 09

en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des

Pyrénées-Orientales :
Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34003 MONTPELLIER CEDEX 1

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

